

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETU&ID_NUMPUBLIE=ETU_094&ID_ARTICLE=ETU_094_0307

Les Balkans. Entre intégration européenne et nouveaux déchirements

par Jean-Arnault DÉRENS

| SER-SA | Études

2008/9 - Tome 409

ISSN 0014-1941 | pages 307 à 316

Pour citer cet article :

— Dérens J.-A., Les Balkans. Entre intégration européenne et nouveaux déchirements, Études 2008/9, Tome 409, p. 307-316.

Distribution électronique Cairn pour SER-SA.

© SER-SA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les Balkans

Entre intégration européenne et nouveaux déchirements

JEAN-ARNAULT DÉRENS

L'INDÉPENDANCE du Kosovo, proclamée le 17 février dernier, marque un tournant dans l'histoire récente des Balkans, mais elle suscite des lectures diamétralement opposées. Selon les uns, elle marquerait l'achèvement du processus de désintégration de l'ancienne Fédération socialiste de Yougoslavie, tandis que d'autres y voient, au contraire, un nouveau facteur de déstabilisation, lourd de dangereuses conséquences pour la région et même pour l'ensemble des équilibres mondiaux. La « réponse » russe à l'indépendance du Kosovo a d'ailleurs été donnée au mois d'août avec la guerre de Géorgie et la reconnaissance par Moscou de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Si l'embrasement que certains redoutaient au printemps, précisément à cause de l'indépendance du Kosovo, ne s'est toutefois pas produit, nul ne saurait affirmer que le spectre de nouveaux conflits se soit définitivement écarté des Balkans, qui sont, plus que jamais, au milieu du gué, encore marqués par les sanglants déchirements des années 1990, mais tournés aussi vers une intégration européenne qui risque cependant d'être longue à se concrétiser. A ce nouveau stade de l'interminable « transition » que connaît la région depuis près de vingt ans, les risques demeurent nombreux, tandis que les politiques internationales révèlent de plus en plus leurs failles et leurs limites.

Alors que de nouveaux axes stratégiques se dégagent, ce sont tous les règlements partiels et toutes les solutions « provisoires » imaginés par la communauté internationale depuis

Rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*. A récemment publié : *Balkans, la mosaïque brisée*, Le Cygne, 2008 ; avec Laurent Geslin : *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Non-Lieu, 2007 ; *Le Piège du Kosovo*, Non-Lieu, 2008.

une quinzaine d'années dans les Balkans qui semblent aujourd'hui en panne, tandis que la région manque toujours d'un véritable projet politique. En effet, sauf pour la Croatie, la perspective de l'intégration européenne demeure lointaine et floue pour tous les pays de la région, où s'accumulent frustrations et impatiences. Après la génération sacrifiée de l'éclatement yougoslave et des guerres, verra-t-on apparaître une autre génération sacrifiée, celle d'un interminable après-guerre et d'une « transition » qui n'en finit pas ?

Quinze ans de bricolage

Depuis le début du processus d'éclatement de l'ancienne Yougoslavie, les politiques suivies par la « communauté internationale » dans les Balkans ont reposé sur deux grands principes : essayer de séparer les problèmes les uns des autres ; privilégier des solutions immédiates et rapides à mettre en œuvre, quitte à ce qu'elles soient insatisfaisantes. Après le « rafistolage » provisoire, afin de calmer les crises, le temps devrait permettre de dépasser peu à peu les tensions... L'exemple de la Bosnie-Herzégovine, où toute réforme paraît impossible plus de douze ans après les accords de paix de Dayton (décembre 1995), conduit cependant à douter de ces vertus attribuées au temps : les conflits « suspendus » ne se résolvent pas d'eux-mêmes ; ils ont plutôt tendance à pourrir.

En plus de la cessation des hostilités, principal résultat tangible des accords de paix de Dayton, ou de ceux d'Ohrid, en Macédoine (août 2001), la communauté internationale a mis en place des systèmes plus ou moins complexes et astreignants de tutelle, qui avaient généralement deux objectifs affichés : aider à la « démocratisation » ; favoriser le développement – ou la reconstruction – d'une société « multi-ethnique ».

En Bosnie-Herzégovine, les pouvoirs discrétionnaires conférés au Bureau du Haut Représentant (OHR), mandaté par l'Union européenne, ont souvent eu des effets contre-productifs, désresponsabilisant les dirigeants politiques locaux, tentés, de ce fait, de se réfugier dans les joies troubles de la démagogie et de la surenchère nationaliste. Au Kosovo, le protectorat des Nations Unies affiche un bilan catastrophique : il n'a pas permis le moindre rapprochement entre les différentes communautés nationales, et a aussi très largement échoué dans la construction d'un Etat de droit. Odile Perrot a magis-

1. Odile Perrot, *Les Equivoques de la démocratisation sous contrôle international. Le cas du Kosovo (1999-2007)*, LGDJ/Fondation Varenne, 2007, 520 pages, 45 €.

tralement montré comment le projet ambitieux énoncé en 1999 s'est transformé en une « démocratisation en kit », réduite à quelques techniques, telle l'organisation d'élections « propres », mais sans permettre l'émergence d'un projet politique unificateur¹. Le constat vaut aussi pour la Macédoine, où le Représentant spécial de l'Union européenne jouit de pouvoirs élargis depuis 2001, mais où les pratiques de corruption et de clientélisme demeurent inchangées, tandis que le débat politique n'a guère évolué et reste dominé par les délicates relations macédo-albanaïses.

En réalité, un double jeu s'est mis en place. Les dirigeants politiques des pays sous tutelle, souvent directement impliqués dans les conflits à peine éteints, ont appris à « jouer » avec les représentants internationaux; en plus de quelques rudiments de la langue anglaise, ils ont appris à contourner les obstacles et les interdits posés par les protectorats, à utiliser la nouvelle langue de bois politiquement correcte. Au prix de quelques ajustements sémantiques, ils ont su rendre « acceptables » les vieilles antiennes nationalistes, tout en ne renonçant pas plus au népotisme qu'à la démagogie nationaliste. Dans le même temps, les fonctionnaires des missions internationales, souvent imprégnés, pourtant, du sens historique de leur croisade « démocratique », ont appris à composer avec ces dirigeants, à s'accommoder des règles d'un jeu politique largement perverti...

Ce réciproque « apprivoisement » des uns par les autres se solde par un pacte d'immobilisme, rendant virtuellement impossible l'émergence de forces politiques nouvelles ou l'expression publique de questionnements sociaux fondamentaux. Tous s'accommodent bien, en somme – en Bosnie comme au Kosovo ou en Macédoine –, d'un niveau « contrôlé » de rhétorique nationaliste, pour peu que « rien ne bouge », que de nouvelles aventures politiques, voire militaires, ne risquent pas de se profiler.

L'obsession de la « stabilité »

Dans cette quête passionnée de la « stabilité », les diplomates occidentaux ne peuvent que se réjouir de la situation qui prévaut au Monténégro depuis l'indépendance de cette petite république (juin 2006). Cette stabilité repose essentiellement sur le groupe d'oligarques qui contrôle le pays depuis vingt

ans. Au début de leur carrière, Milo Djukanovic (actuellement Premier ministre après avoir été président de la République) et ses amis, Filip Vujanovic (actuellement président de la République après avoir été Premier ministre) ou Svetozar Marovic (le « parrain » de la côte monténégrine, dernier président de l'Union de Serbie et Monténégro), étaient des créatures du maître de Belgrade, Slobodan Milosevic. Au milieu des années 1990, ils se sont détachés de leur mentor, en reprenant à leur compte le discours « souverainiste » monténégrin et en se rapprochant de l'Occident.

La continuité du régime repose ailleurs que sur cette ligne politique fluctuante. Elle dépend avant tout de méthodes de pouvoir clientélistes et mafieuses solidement établies. Le Monténégro représente un hapax en Europe orientale, car c'est le seul pays où l'ancienne Ligue des communistes, rebaptisée Parti démocratique des socialistes (DPS), n'a jamais quitté le pouvoir, au plus grand profit de ses dirigeants. Pouvoir, affaires, protections, tout remonte vers le sommet d'une pyramide parfaitement hiérarchisée.

Certes, Milo Djukanovic est régulièrement inquiété par différentes cours de justice dans le monde pour son implication dans les trafics de cigarettes. Certes, nul n'ignore la dérive mafieuse du régime monténégrin, mais peu importe : ce régime est gage de « stabilité ».

Le « système » édifié par Milorad Dodik en *Republika Srpska* de Bosnie-Herzégovine est moins connu, plus jeune, mais bâti sur des logiques exactement similaires. Depuis sa triomphale victoire aux élections d'octobre 2006 et son retour au poste de Premier ministre de cette entité, Milorad Dodik a mis en coupe réglée la *Republika Srpska*, tirant un profit direct et énorme de privatisations fortement « douteuses » (Télécoms, raffinerie de Brod², etc.). Tout ce système repose sur un réseau extrêmement centralisé : Milorad Dodik ne compte guère que sur une dizaine de fidèles, tous, comme lui, originaires de la bourgade de Laktasi.

Dans le même temps, Milorad Dodik – qui contrôle l'essentiel des médias (télévisions publiques et privées, principaux quotidiens de *Republika Srpska*) – a réussi à marginaliser tous ses rivaux politiques : son Parti des sociaux-démocrates indépendants (SNSD) dispose d'une majorité absolue en *Republika Srpska*, et est même devenu la première force politique à l'échelle de toute la Bosnie.

2. A ce sujet, lire le rapport de *Transparency International* : « Privatizacija rafinerije – netransparentna i opasan posao », 7 décembre 2007, disponible sur le site www.ti-bih.org

Le positionnement politique de Milorad Dodik est complexe. Son ascension, dans les années 1990, a été largement orchestrée par la communauté internationale, notamment par les Etats-Unis, qui voyaient en lui une alternative aux nationalistes du Parti démocratique serbe (SDS) de Radovan Karadzic. Désormais, il joue sur la corde démagogique en promettant un référendum d'autodétermination de la *Republika Srpska*, afin de satisfaire les électeurs, en se plaçant sur le terrain des formations nationalistes « traditionnelles », tout en assurant la communauté internationale qu'il n'entreprendra aucune démarche irréparable.

Personne n'entretient le moindre doute sur la moralité de MM. Djukanovic et Dodik, mais ils sont de précieux alliés de l'Union européenne, car ils apparaissent comme des garants de la valeur aujourd'hui la plus précieuse aux yeux de nos diplomates : la stabilité. Qu'attend-on de Milorad Dodik ? Qu'il n'engage pas la RS dans la voie de la sécession, mais maintienne l'actuel *statu quo*, considéré comme la moins pire des options. Qu'attend-on de Milo Djukanovic ? Qu'il garantisse cette sacro-sainte stabilité, et peut-être même qu'il finisse par reconnaître l'indépendance du Kosovo...

Fini le temps des idéologues, voici venu celui des « mauvais garçons », motivés uniquement par leur enrichissement personnel, mais toujours soucieux de trouver un bon terrain d'entente avec les grands acteurs influant directement sur les équilibres régionaux, à commencer par l'Union européenne. De ce point de vue, les Monténégrins se révèlent assurément les meilleurs joueurs : les intérêts russes sont omniprésents dans le pays, qui a néanmoins signé son Accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne et veut se présenter comme l'un des meilleurs alliés des Etats-Unis dans la région...

Face à ces oligarques tout-puissants, les oppositions semblent discréditées et incapables de tenir le moindre rôle, qu'il s'agisse, en *Republika Srpska*, du Parti démocratique serbe (SDS) - l'ancienne formation de Radovan Karadzic - ou bien, au Monténégro, de l'opposition pro-serbe, encore sonnée par son échec au référendum du 22 mai 2006. La nature ayant horreur du vide, de nouvelles forces tentent d'apparaître sur la scène politique, comme le Mouvement pour les changements (PZP) de Nebojsa Medojevic au Monténégro, ou la formation Notre Parti (*Nasa stranka*), récemment créé par le cinéaste Danis Tanovic en Bosnie-Herzégovine. On sait que ces deux partis bénéficient de soutiens financiers d'organismes améri-

cains, tel le *National Democratic Institute* (NDI), qui ont joué un rôle majeur dans les « révolutions colorées » de Serbie, de Géorgie ou d'Ukraine au début de la décennie. De nouvelles « révolutions oranges », vertes ou bleues seraient-elles donc à l'ordre du jour au Monténégro ou en Bosnie-Herzégovine ? Probablement pas ; il s'agit plutôt d'« occuper le terrain » avec des formations au discours pro-occidental, à même de servir de dérivatif aux frustrations sociales et politiques qui pourraient, à défaut, se tourner vers des options plus radicales.

L'« utilité » de Milorad Dodik s'est pleinement révélée lors de l'épilogue de la longue affaire de la réforme de la police. L'adoption *in extremis*, en avril 2008, d'une réforme de la police vidée de son contenu a permis à la Bosnie-Herzégovine de signer, en juin, son Accord de stabilisation et d'association (ASA) avec l'Union européenne. En réalité, tous savent que cette pseudo-réforme ne règle rien et que la Bosnie est parfaitement incapable, en l'état actuel de ses institutions, de progresser dans la voie de l'intégration. La réforme de la police comme la signature de l'ASA sont donc des gestes purement symboliques, alors que l'Union européenne n'a aucune intention d'intégrer rapidement les pays « problématiques » tels la Bosnie, le Kosovo, l'Albanie ou la Macédoine.

Politiques à courte vue de l'Union européenne

La victoire, assez largement inattendue, des forces européennes aux élections anticipées serbes du 11 mai 2008 a rassuré les Européens, qui avaient multiplié les signaux en direction de ce pays. La Serbie a ainsi signé, le 29 avril, son Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) avec l'Union européenne, tandis que certains pays européens décidaient d'octroyer des visas gratuits aux citoyens serbes.

Malgré les réticences des pays les plus attachés à exiger de Belgrade une pleine coopération avec le TPI de La Haye (essentiellement les Pays-Bas et la Belgique), la plupart des dirigeants européens privilégient la *realpolitik* dès lors qu'il est question de la Serbie – considérée, non sans raison, à la fois comme un pilier de la stabilité régionale et le principal facteur potentiel de risques.

En somme, au long immobilisme international des dernières années a succédé une brutale accélération : après

l'indépendance du Kosovo, les portes de l'Europe se sont ouvertes tout à coup pour la Serbie. Renonçant à l'ensemble des principes qu'elle avait elle-même fixés (intangibilité des frontières dans le cas du Kosovo, pleine coopération avec le TPI dans le cas de la Serbie), l'Europe veut donner l'impression qu'elle maîtrise le cours des événements, alors qu'elle ne fait que répondre aux menaces, réelles ou potentielles, du nationalisme albanais et du nationalisme serbe. Cette succession de décisions dictées par les circonstances ne convainc guère de la maturité politique de l'Union.

Dans ces conditions, une nouvelle donne stratégique semble pourtant se dégager. L'Union européenne table sur l'intégration relativement rapide des deux « grands » pays que sont, à l'échelle régionale, la Croatie et la Serbie, pensant qu'elle pourra tenir dans la marge, sans risques majeurs, les autres pays de la région. Il est vrai que le rejet du traité de Lisbonne par les électeurs irlandais, le 13 juin, pourrait compliquer encore le processus d'intégration. Le président français, Nicolas Sarkozy, a déclaré, quelques jours après le référendum irlandais, qu'il n'y aurait « aucun élargissement » tant que la question des institutions européennes ne serait pas réglée, suscitant même des inquiétudes en Croatie, qui se croyait pourtant assurée de rejoindre la famille européenne en 2011 au plus tard³.

L'Union européenne a pourtant multiplié les promesses tout au long des dix dernières années, et les perspectives politiques des pays de la région se résument à une alternative entre l'intégration européenne et la tentation du retour à l'isolement nationaliste. En juin 2003, le Sommet européen de Thessalonique avait proclamé la « vocation » de tous les pays des « Balkans occidentaux » (Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, Kosovo, Macédoine, Albanie) à rejoindre l'UE, mais sans fixer d'échéance ni de calendrier. La Croatie, qui mène bon train ses négociations, est assurément le pays le plus avancé. La Macédoine, qui jouit du statut officiel de candidat depuis décembre 2005, arrive, en théorie, en deuxième position. Cependant, aucune date d'ouverture des négociations n'a été fixée avec ce pays, et la relance du conflit avec la Grèce sur le nom du pays risque de plomber le processus.

En effet, Athènes s'oppose à l'emploi du nom de « Macédoine » par l'ancienne république yougoslave. Pour ce motif, la Grèce a imposé un embargo unilatéral à la Macédoine dans les années 1990, et la question a été relancée fin 2007, pour des raisons qui tiennent essentiellement au calendrier politique

3. Lire Gjeraqina Tuhina, « Intégration européenne : le blocage du traité de Lisbonne douche les espoirs de la Croatie », *Le Courrier des Balkans*, 26 juin 2008.

grec. En avril 2008, la Grèce a opposé son veto à l'adhésion de la Macédoine à l'OTAN, et menace désormais de s'opposer également à l'ouverture des négociations européennes. Aucune solution de compromis ne semble pouvoir rapidement se dégager, alors que la Macédoine est toujours profondément fragilisée par les difficiles relations macédo-albanaises. Les élections du 1^{er} juin, marquées par de nombreuses violences entre partis albanais rivaux, ont rappelé l'actualité d'une « question albanaise » toujours irrésolue en Macédoine.

En réalité, on peut supposer que, quel que soit le mode de résolution de la crise institutionnelle européenne, une solution *ad hoc* sera trouvée pour la Croatie, et probablement aussi pour la Serbie. Les dirigeants européens ont trop peur de la menace que ferait peser un retour au pouvoir du camp nationaliste dans ce dernier pays. Les autres pays de la région, dépourvus de cette « capacité de menace », risquent fort, en revanche, d'être laissés sur le bord du chemin.

Seule la question albanaise – qui implique non seulement l'Albanie et le Kosovo, mais aussi la Macédoine (25 % de la population est albanaise), le Monténégro (7 % d'Albanais) et la Vallée de Presevo, dans le sud de la Serbie – représente également un facteur potentiel de danger. Il apparaît cependant de manière de plus en plus obvie que les Européens ont « délégué » aux Américains la gestion de ce dossier difficile. La route qui doit relier Tirana et le port albanais de Durrës à Pristina, la capitale du Kosovo, présente un intérêt stratégique majeur pour les Etats-Unis. Il s'agit, en réalité, de relier les unités de la flotte américaine dans la mer Adriatique à la vaste base militaire de Camp Bondsteel, au Kosovo. Ce dispositif stratégique est encore renforcé par les aéroports militaires de Kukës, en Albanie, et de Djakovica/Gjakova, au Kosovo. Pour garantir leurs intérêts stratégiques, les Etats-Unis sont bien décidés à faire peser une véritable tutelle sur l'Albanie et le Kosovo – à moins, naturellement, que les priorités stratégiques américaines ne changent totalement après les élections de novembre.

La bombe sociale n'est pas désamorcée

Cette nouvelle donne stratégique – l'Union européenne misant sur la Croatie et la Serbie, les Etats-Unis prenant en main la « question albanaise » – fera naturellement des laissés-pour-compte: ainsi de la Bosnie-Herzégovine, mais aussi de la

Macédoine, où cependant la communauté albanaise perd beaucoup de son importance stratégique quand se développe un axe Tirana/Pristina. On peut également douter que la tutelle, avant tout militaire, des Etats-Unis parvienne à répondre aux immenses défis sociaux qui se posent au Kosovo. Dans ce pays – dont l'indépendance n'a été reconnue que par une quarantaine d'Etats, et qui se trouve donc condamné à rester à la porte de toutes les institutions internationales –, le chômage touche au moins 60 % de la population active, tandis que 60 % des habitants ont moins de 25 ans. Le Kosovo demeure une bombe sociale sur le point d'exploser, et les réveils risquent d'être violents, quand l'euphorie de la proclamation d'indépendance se sera pour de bon dissipée. L'émigration vers l'Europe occidentale (illégal dans la plupart des cas) demeure la seule perspective d'avenir des jeunes Kosovars ; et le glissement de certains dans la criminalité est une réponse à la terrible question de la survie. Faute de pouvoir répondre à ces défis, les diplomates occidentaux préfèrent favoriser l'ascension de dirigeants politiques capables de canaliser et de contenir, du moins pour un temps, ces tensions sociales. On a ainsi joué la carte Ramush Haradinaj⁴, avant que celui-ci ne doive interrompre un moment sa carrière pour répondre aux convocations de la justice internationale, qui a fait preuve d'une étonnante clémence à son égard ; puis la carte Hashim Thaçi⁵. Les vertus de ces anciens guérilleros, dont l'ombre plane toujours derrière les trafics et les crimes qui se commettent au Kosovo, ne tiennent pas à leur projet politique ou à leur attachement aux valeurs démocratiques, ils permettent aux Occidentaux de gagner un peu de calme, un peu de temps.

La plupart des analystes occidentaux pensent que la Bosnie-Herzégovine, encore assommée par la dernière guerre, ne présente plus les mêmes facteurs de risque que le Kosovo. En conséquence, les jeunes Bosniens vont continuer à émigrer, mais plus lentement et discrètement, cet exode touchant en premier lieu les jeunes diplômés. Faute de solution politique, le pays semble condamné à déperir, tout comme la Macédoine.

Le maintien d'un ghetto de misère et de violence politique, enkysté à l'intérieur même des frontières de l'Union européenne, est pourtant incompatible avec le sens du projet européen. L'Europe aurait grand tort de croire qu'elle pourra « maîtriser » le problème en se contentant de durcir ses barrières migratoires et en maintenant des formes plus sophistiquées – et d'ailleurs très coûteuses – de protectorat.

4. Ancien commandant de l'UCK, président de l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), Premier ministre de décembre 2004 à mars 2005. Inculpé par le TPI de La Haye, il est proclamé non coupable en avril 2008. Tous les témoins de l'accusation avaient été assassinés ou se sont rétractés durant les audiences.

5. Ancien porte-parole de la guérilla de l'UCK, président du Parti démocratique du Kosovo (PDK), Premier ministre depuis les élections d'octobre 2007.

Et la pseudo-stabilité que croient pouvoir garantir les « mauvais garçons » devenus les « bons élèves » de l'Union européenne, sera vite balayée si l'Europe n'est pas capable de renouer avec ses propres valeurs, ni, surtout, de définir un projet politique cohérent et mobilisateur pour l'ensemble des Balkans occidentaux.

Ce projet devrait reposer sur une perspective claire d'intégration pour l'ensemble des pays de la région – c'est-à-dire la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine, en supposant que la Croatie pourrait adhérer seule et un peu plus rapidement à l'Union européenne. Cette perspective devrait être assortie d'un calendrier et d'une nouvelle feuille de route, en oubliant les fameux « critères de Copenhague » – qui ont depuis longtemps perdu toute cohérence. Des étapes intermédiaires pourraient être définies, avec la création de nouvelles structures de coordination chargées de guider le processus.

Parmi les conditions fixées par cette feuille de route, devrait avant tout figurer l'obligation d'une véritable réconciliation régionale. Bien évidemment, de ce point de vue, la proclamation d'indépendance du Kosovo complique les choses plus qu'elle ne les simplifie : comment reconstruire les Balkans sans rétablir les relations entre Belgrade et Pristina ? Même s'il est naturellement inimaginable de faire tourner en arrière la machine de l'histoire et de revenir sur l'indépendance proclamée le 17 février 2008, la communauté internationale doit s'impliquer dans la reprise d'un véritable dialogue entre le Kosovo et la Serbie, en expliquant aux deux parties, en cas de nécessité, qu'elles devront accepter l'une et l'autre de véritables compromis si elles souhaitent poursuivre leur marche européenne.

Les Balkans regorgent encore de revendications nationales et de conflits territoriaux non réglés ; et la misère offre toujours un terrain favorable aux aventures radicales. La seule voie qui permettrait aux Balkans de s'en sortir passe par un véritable développement humain et social, assorti d'une perspective européenne, seule capable de dépasser les contentieux frontaliers et territoriaux.

JEAN-ARNAULT DÉRENS